

Arrêté de mise en demeure de quitter les lieux suite à stationnement illicite

La préfète de la Gironde

VU la loi n°2000-614 du 05 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, et notamment ses articles 9 et 9-1, modifiés par la loi du 18 août 2026 visant à offrir des réponses immédiates aux phénomènes troublant l'ordre public, la sécurité et la tranquillité de nos concitoyens ;

VU le schéma départemental d'accueil des gens du voyage publié le 1^{er} octobre 2019 ;

VU le décret du Président de la République du 22 avril 2026 nommant madame Sophie BROCAS, préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2026 portant délégation de signature à monsieur Grégory LECRU, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Gironde ;

VU le courriel du directeur général des services de Saint-Pierre d'Aurillac, du 30 septembre 2026 sollicitant l'évacuation des caravanes appartenant à la communauté des gens du voyage installées sur la parcelle communale cadastrée ZC 102, route des bords de Garonne à Saint-Pierre d'Aurillac (33490) ;

VU le rapport administratif établi par la gendarmerie nationale le 1^{er} octobre 2026 ;

CONSIDÉRANT que monsieur Stéphane DENOYELLE, maire de Saint-Pierre d'Aurillac, rapporte, dans son procès-verbal de constatation du 30 septembre 2026 des faits portant atteinte à la sécurité, à la salubrité et à la tranquillité publiques ;

CONSIDÉRANT que 13 caravanes et 17 véhicules relevant de la communauté des gens du voyage, sont stationnées de manière illicite depuis le 30 septembre 2026 sur la parcelle communale cadastrée ZC 102, route des bords de Garonne à Saint-Pierre d'Aurillac (33490) ;

CONSIDÉRANT que la demande de mise en demeure fait suite à une procédure préalable de discussions amiables menées dès leur arrivée les services de la commune de Saint-Pierre-d'Aurillac, que ces discussions n'ont abouti à aucun résultat ;

CONSIDÉRANT l'arrêté municipal portant réglementation du stationnement du 29 septembre 2026, interdisant le stationnement de toutes résidences mobiles, quelle qu'en soit la durée, sur l'ensemble du territoire de la commune de Saint-Pierre d'Aurillac en dehors de l'aire d'accueil spécialement aménagée à leur attention ;

CONSIDÉRANT que la commune de Saint-Pierre d'Aurillac, comptant moins de 5000 habitants, n'a pas d'obligation au regard du schéma départemental d'accueil des gens du voyage du 1^{er} octobre 2019 ;

Tél : 05 56 90 60 60

Mél : pref-cfp@gironde.gouv.fr

2, esplanade Charles-de-Gaulle

CS 41397 - 33077 Bordeaux Cedex

Publié le : 08/10/2026 16:17 (Europe/Paris)

Par : La Mairie

https://www.intramuros.org/saint-pierre-daurillac/documents_administratifs/81875



CONSIDÉRANT que le rapport du groupement de gendarmerie de la Gironde du 1^{er} octobre 2026 mentionne le recensement de 13 caravanes et 17 véhicules, que cette occupation illicite génère des troubles importants à la sécurité, à la salubrité et à la tranquillité publiques s'agissant d'un terrain, qui ne comprend ni toilettes, ni accès à l'eau potable et à l'électricité, ni dispositif d'évacuation des eaux usées ; que des branchements sauvages ont été constatés ;

CONSIDÉRANT que conformément à la loi du 18 août 2026, ledit stationnement illicite ainsi que les faits constatés constituent des atteintes à la sécurité publique et à la salubrité publique ;

Sur proposition du la directrice de cabinet adjointe

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Les occupants, sans droit ni titre, sont mis en demeure de quitter le terrain précité, situé sur la commune de Saint-Pierre d'Aurillac, dans un délai de 48 heures à compter de la notification du présent arrêté par le groupement de gendarmerie départementale de la Gironde.

ARTICLE 2 – Si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet, dans le délai imparti, il sera procédé à l'évacuation forcée des lieux.

ARTICLE 3 – En cas de contestation, les occupants du terrain, sans droit ni titre, disposent d'un délai de 48 heures à compter de la notification du présent arrêté, pour intenter un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux, conformément à l'article R 779-2 du Code de justice administrative.

ARTICLE 4 – Le fait de ne pas se conformer au présent arrêté est puni de 3 750 euros d'amende.

ARTICLE 5 – Cette mise en demeure reste applicable lorsque la résidence mobile se trouve à nouveau, dans un délai de quatorze jours à compter de sa notification aux occupants, en stationnement illicite sur le territoire de la commune ou sur tout ou partie du territoire de l'établissement public de coopération intercommunale concerné, lorsque ce stationnement est de nature à porter la même atteinte à la salubrité, à la sécurité ou à la tranquillité publiques.

ARTICLE 6 – La copie du présent arrêté sera :

- affichée en mairie de Saint-Pierre d'Aurillac ainsi que sur les lieux de l'occupation illicite.
- adressée à monsieur le général commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Gironde, chargé d'en assurer l'exécution.

Bordeaux, le **07 OCT. 2026**

Pour la préfète,
le directeur de cabinet



Grégory LECRU

